Ont convenu d'agir conformément à l'entente suivante.

1. Objet

Le présent mémoire d'entente expose les mesures concernant les préavis et les consultations entre les parties sur l'application de leurs lois antitrust respectives, mesures établies afin d'éviter ou de limiter les conflits d'intérêt et les conflits relatifs aux politiques. L'entente prévoit en outre les modalités d'une coopération plus étroite en vue d'accroître les avantages mutuels que retirent les deux pays de l'entraide qu'ils s'accordent dans l'application de leurs lois antitrust.

2. Préavis - Considérations d'ordre général

(1) Les parties se donneront mutuellement un préavis lorsqu'elles verront que leurs enquêtes ou poursuites antitrust, ou des mesures relatives à des enquêtes ou poursuites antitrust prises par l'autre partie, mettent en jeu des intérêts nationaux pour l'autre partie ou rendent nécessaire la recherche de renseignements qui se trouvent sur le territoire de l'autre partie.

(2) L'obligation de donner un préavis s'applique, entre autres, aux situations suivantes:

- (i) Une enquête antitrust qui risque de porter sur des activités ayant lieu, en tout ou en partie, sur le territoire de l'autre partie;
- (ii) Une enquête antitrust qui risque de porter sur des activités ayant lieu, en tout ou en partie, à l'extérieur du territoire de la partie qui mène l'enquête, et où il y a lieu de croire que les activités sont demandées, appuyées ou approuvées par l'autre partie;
- (iii) Il est prévu que l'information recherchée se trouve sur le territoire de l'autre partie;
- (iv) Des fonctionnaires antitrust veulent se rendre en personne sur le territoire de l'autre partie pour tenter d'y recueillir l'information;
- (v) Il y a des motifs raisonnables de croire qu'une enquête, qui a déjà donné lieu à un préavis ou non, mènera à une poursuite ou à une autre mesure coercitive susceptible d'affecter un intérêt national de l'autre partie.

(3) Après le premier préavis de la tenue d'une enquête, il est inutile d'en donner d'autres pour chaque demande d'information ou visite personnelle de fonctionnaires faite dans le